

L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES RENOUVELABLES : FUIITE EN AVANT OU RETOUR A L'AGE D'OR ?

Jacques LECOMTE

La recherche d'idées nouvelles dans le domaine des ressources naturelles, qui n'est pas le privilège des chercheurs officiels, s'effectue souvent selon deux axes bien différenciés, parfois même sous un aspect quasi caricatural.

Les uns, confiants dans les ressources du progrès technologique vont rechercher des voies de plus en plus artificielles et sophistiquées. Les autres, conscients d'erreurs manifestes d'orientation, sensibles au caractère d'impasse ou d'issue catastrophique, de certaines directions, voudraient figer un état ou mieux encore revenir à une situation antérieure, décrite comme l'âge d'or. Bien entendu, ces deux attitudes extrêmes sont les deux pôles entre lesquelles, heureusement, se situent nombre de doctrines ou de démarches intellectuelles, mais l'attraction de ces extrémités est suffisamment forte pour qu'on soit tenté d'y réfléchir, sans tenir compte des nuances.

Il me paraît intéressant de la faire à partir d'exemples concrets, même s'ils sont d'une portée restreinte, avant d'élargir le débat.

Ainsi, en ce qui concerne le facteur limitant de certaines productions de semences ou de fruits que représente la pollinisation, les uns pensent que tout doit se régler par l'emploi de l'abeille domestique. Selon eux une sélection rendra cet insecte capable de s'adapter à n'importe quelle espèce végétale, tandis que d'autres allant plus loin encore rêvent de transformer le végétal pour le rendre indépendant de l'insecte, voire de la pollinisation.

A l'opposé, nous trouverons ceux qui s'intéressent aux pollinisateurs sauvages, aux bourdons par exemple. Ils mettent alors l'accent sur la nécessité de conserver les éléments du milieu indispensables à la vie de fortes populations de ces insectes.

Si nous considérons les problèmes de la pêche en eau douce, nous trouverons les mêmes oppositions, plus consciemment exprimées d'ailleurs. Les uns mettent l'accent sur la protection et la restauration des eaux dont la qualité retrouvée doit s'accompagner du retour des populations abondantes de poissons.

Les autres font de la sélection et de l'élevage du poisson de repeuplement la solution universelle. On explore ainsi les espèces nouvelles, ou les hybrides susceptibles de survivre dans des eaux dégradées et les méthodes permettant de produire dans les meilleures conditions économiques du poisson de repeuplement.

Bien entendu, en ce qui concerne la chasse, la situation peut être décrite dans les mêmes termes ; les positions sont peut être encore plus tranchées.

Il serait d'ailleurs facile de continuer la démonstration en prenant comme thème l'agriculture en général en opposant l'agriculture dite « biologique » aux partisans les plus avancés d'une agriculture dite « moderne ». Il serait non moins facile d'adresser aux extrémistes des deux bords des critiques décisives ; il est moins facile de tracer la voie royale qui devrait permettre la progression des idées.

Je commencerai par le plus facile, en constatant que la recherche de l'artificialisation à outrance n'a pas contre elle seulement le fait d'enlever des arguments économiques aux protecteurs de la nature ou de troubler les sentiments irrationnels du refus de l'artificiel.

Les exemples de situation dans laquelle une cascade de conséquences, inattendue des novateurs, a provoqué une catastrophe, ne manquent pas. L'évolution de la lutte contre les ennemis des végétaux est désormais bien connue et cette évocation suffit à illustrer ce propos.

La prise en considération de la dépense d'énergie fossile liée à certaines techniques d'avant garde en matière de production, dépense qui aboutit parfois à des bilans négatifs, à la fois sur le plan énergétique et le plan économique, serait une autre et salutaire démonstration de la fausseté intrinsèque de certaines options.

D'un autre côté la recherche de l'âge d'or, qui souvent n'a jamais existé, doit être dénoncée avec d'autant plus de vigueur qu'elle aboutit souvent à une certaine forme d'élitisme. Les solutions proposées ne sont le plus souvent valables, à supposer qu'elles le soient, que pour un petit nombre d'individus.

Ceci étant, comment peut-on définir la voie royale évoquée tout à l'heure ? Je n'aurais pas la prétention de la tracer avec précision mais seulement de planter quelques jalons qui devraient permettre de la reconnaître. Les précisions indispensables devraient venir par la suite, en particulier des confrontations entre ceux engagés plus ou moins dans les positions que je viens de décrire, de manière caricaturale, répétons-le.

La notion essentielle à prendre en considération est celle de bilan. Il paraît inconcevable de proposer une technique nouvelle, une évolution ou une modification brutale d'une situation sans connaître, outre les bénéfices qu'on pense en tirer, l'impact probable sur d'autres valeurs et ceci non seulement dans le temps mais aussi dans l'espace. Parmi les valeurs à prendre en considération certaines sont relativement faciles à estimer et à traduire en termes économiques.

Si nous prenons un exemple simple, nous constatons que si nous décidons de modifier la flore du sous-bois d'une pinède il est facile de soustraire de la valeur ajoutée, grâce à cette opération par la meilleure croissance du bois et le risque moindre d'incendie, la perte en miel de bruyère.

Il est moins facile d'estimer l'influence de l'opération sur le gibier et de traduire cette influence en termes économiques. Il est encore moins facile de faire entrer dans l'estimation le plaisir plus ou moins grand pris par un promeneur. Par ailleurs, l'effet sur le sol et l'hydrologie demande des études à long terme et il sera également nécessaire de connaître la dépense en énergie fossile de l'opération initiale et de l'entretien. Le schéma sera encore plus compliqué si le sous-bois est utilisé comme pâturage. Cette notion de dépense en énergie non renouvelable pour produire une ressource renouvelable, sans doute mal illustrée par l'exemple choisi, est pourtant tout à fait capitale. C'est souvent à ce niveau que des erreurs énormes ont été commises, du fait justement de l'inexistence de ce type de bilan et du caractère parcellisé de la recherche.

On remarque également que le bilan n'aura pas le même aspect si nous raisonnons dans le cadre imposé d'une économie de marché et d'une situation géopolitique donnée, ou si nous raisonnons dans l'absolu sur un plan planétaire. Cependant, même si nous pouvions faire fi des considérations politiques ou stratégiques, le bilan ne pourrait se contenter des éléments en relation avec la productivité optimale, des dépenses de transport et du respect du milieu. Il faut inclure les hommes dans le bilan puisque la nature du travail de ceux qui produisent fait

partie intégrante de l'écologie. La transformation d'un vigneron en betteravier ne se pose pas seulement en termes technologiques de même que le changement d'échelle pour une même production. Autre idée à examiner de près, celle du respect de ce qui n'est pas renouvelable. Cette idée ne s'applique pas seulement aux formes d'énergie et n'a pas qu'un aspect quantitatif. Il faut penser aussi aux espèces végétales et animales et à leurs populations dont les génotypes possèdent une valeur intrinsèque. Il faut prendre en considération les écosystèmes dont certains sont fragiles et dont la restauration n'est pas toujours possible. On retrouvera d'ailleurs encore une fois la composante humaine parmi ces valeurs non renouvelables.

Une paysannerie, avec son ensemble de tradition et de connaissances diffuses mais profondes, disparaît plus facilement qu'elle ne se crée. Il paraît essentiel de regrouper une grande partie de ces valeurs en les considérant comme un patrimoine c'est-à-dire un capital qu'on ne doit pas entamer mais transmettre. L'exploitation du revenu ne devant pas se faire au détriment du patrimoine dont on cherchera au contraire l'amélioration.

Mais bien entendu le fait de mettre en évidence ces différents constituants, de reconnaître la valeur de certains éléments disparus du passé ou d'autres présents qui paraissent menacés, est simplement une question d'objectivité dans l'appréciation. Il n'est pas question de justifier une attitude passéiste ou de favoriser l'un des deux pôles d'attraction définis tout à l'heure. C'est pourquoi, il paraît nécessaire maintenant d'opérer nettement la distinction entre le rôle du chercheur qui informe et celui de ceux qui décident. Le chercheur n'a pas à décider, pas en tant que tel, il est un citoyen, dépourvu de privilèges.

On peut pourtant se demander s'il est tenu de chercher n'importe quoi ? En particulier si la solution retenue par celui qui décide est en contradiction formelle avec les données fournies, que doit-il faire ? Que fera-t-il aussi si la solution aux questions qu'on lui pose est purement politique et si les réponses technologiques ne sont demandées que pour servir d'alibi ? Le rejet d'une demande pour le chercheur est déjà une décision, ce qui semble contredire l'affirmation de la séparation des deux fonctions, mais a le mérite de tenir compte de la réalité.

Finalement seul le dialogue doit permettre de sortir de ces impasses possibles et ces sorties se trouveront non seulement du côté politique mais du côté de la recherche.

Le rôle de ces bilans nécessaires ne sera pas seulement de permettre un meilleur choix politique, mais aussi d'orienter dans une large mesure la recherche elle-même.

Je prendrais encore un exemple très ponctuel, celui de la pollution d'une rivière à truite dont l'eau est utilisée pour alimenter une petite ville à la suite de l'implantation d'un élevage industriel ou d'une conserverie. Le bilan va mettre en évidence le côté déficitaire de l'opération qu'on peut accepter en indemnisant des utilisateurs, par exemple en réempoissonnant artificiellement en continu la rivière et en améliorant l'efficacité du dispositif d'assainissement de l'eau potable.

Cette voie est sûrement une impasse, même si elle peut paraître la meilleure à court terme. Par contre, le bilan montre clairement que les recherches concernant la valorisation et la neutralisation des lisières et effluents auraient dû précéder l'expansion des élevages industriels et des industries agro-alimentaires et que de toute manière c'est là-dessus qu'il faut faire porter les efforts avant d'aller plus loin. Comme on ne peut pas indéfiniment casser pour construire, sans se demander si ce qui est cassé n'est pas plus important que ce que l'on casse. Il est évident que cette idée de bilan va s'imposer et déborder largement d'ailleurs le cadre de la recherche agronomique. Essayons par exemple de penser au problè-

me des transports en ces termes. Encore faut-il ne pas sous-estimer la difficulté de la tâche liée à la quasi-impossibilité de s'arrêter pour souffler. Encore faut-il ne pas laisser caricaturer cette idée en acceptant ce que l'on décore du nom d'étude d'impact. Encore faut-il enfin que les seuls bilans scientifiquement logiques, c'est-à-dire ceux effectués à l'échelle de la planète et prolongés vers l'avenir trouvent un jour le contexte politique qui seul doit leur permettre d'avoir une signification.